



Elu Président de la République le 28 juillet 1990 avec le soutien de la Gauche Unie, Fujimori se présentait comme l'opposant social au libéral de choc qu'était Manuel Vargas Llosa. A peine dix Jours plus tard, il lance le plan d'ajustement économique draconien proposé par son prétendu « adversaire » électoral...

Objectif prioritaire : la réinsertion du Pérou au sein du système monétaire international, condition *sine qua non* pour obtenir des prêts internationaux et donner confiance aux investisseurs.

Tous les moyens sont bons : blocage des prix (après libération) et des salaires pour rembourser la dette et juguler l'inflation, privatisation du secteur public, stimulation de la concurrence, abaissement des taxes douanières, assouplissement de la législation du travail. Résultat : l'inflation jugulée, les applaudissements du FMI, et le peuple étranglé.

Le nombre de ceux qui vivent dans une extrême misère est passé en un an de sept à douze millions (la population du Pérou est de 22 millions d'habitants). Le pouvoir d'achat a diminué de 60%, et 95% de la population ne dispose pas d'emploi stable. Suite logique : la répression a atteint une ampleur sans précédent avec le 9 mai une nouvelle tuerie de prisonniers politiques à la prison de Canto Grande (une

centaine de morts), disparition, tortures et exécutions sommaires qui se multiplient.

Dernier épisode, le coup d'Etat de Fujimori lui-même le 5 avril avec l'appui des Forces Armées, qui suspend la Constitution déjà mal en point...

Voilà le « démocrate » applaudi dans le monde entier lors de l'arrestation mi-septembre de Abimaël Guzmàn (le président « Gonzalo ») et de plusieurs membres de la direction du Parti Communiste du Pérou, plus connu sous le nom de « Sentier Lumineux ». Des torrents d'insultes étaient alors déversées dans la presse par les journalistes, comme s'ils se libéraient de la haine accumulée pendant des années.

Cette plaquette n'est pas un bilan de la Guerre Populaire, n'est pas non plus une présentation détaillée de la politique du Parti Communiste du Pérou. Elle se contente d'une part de rétablir la vérité face à ces insultes, d'autre part de dévoiler des vérités soigneusement cachées par les mêmes journalistes.

Sachant ce qu'est l'information aujourd'hui (rappelons-nous CNN et la Guerre du Golfe, la 5 et la Roumanie) s'agissant d'une lutte qui s'oppose au nouvel ordre mondial, il faut faire un effort important de contre-information.

« Que dites-vous des 40 000 morts dont vous êtes responsables ? »

C'est l'apostrophe de quelqu'un dans la foule des policiers et journalistes lors de la « sortie en cage » du Président Gonzalo face à la presse le 25 Septembre 92.

Les chiffres varient (tous les journaux parlent de 25 000 morts et non de 40 000), mais l'idée est toujours la même : les « tueurs » du Sentier Lumineux (Paris Match), regroupés en « bandes armées agissant pour leur propre compte » (Rouge) sont prêts à « un bain de sang purificateur » (Le Monde), nouveaux « Khmers Rouges latino-américains » (Libération) etc.

Les nombres des morts, chiffres officiels du gouvernement péruvien sont les suivants, à la date du 31 Août 1992 (publiés dans El Pais du 20 septembre) :

- Subversifs présumés	11872
- Civils	10286
- Soldats et police	2095
- Trafiquants de drogue	264

	24517

Tout d'abord, on voit que le gouvernement lui-même rétablit la vérité, sachant qu'une grande part des « présumés subversifs » sont des civils désarmés liquidés en représailles aveugles par l'armée. De même les prisonniers massacrés à deux reprises (300 en juin 1986, une centaine en Mai dernier) dans les prisons du régime; le gouvernement a eu beau parler de « mutinerie », de « révoltes armées » pour justifier ces massacres, on peut s'interroger sur ces prétextes à voir le nombre de victimes militaires ou policières en face : à peine peut-on les compter sur les doigts d'une seule main ! Il faudrait également citer les fosses communes découvertes à l'automne 90 dans le département d'Ayacucho à Iquicha (30 morts), Chilcahuaycco (20 morts) et Challwapampa (30 morts, dont deux femmes enceintes); les massacres collectifs par exemple à Huayrapampa en 1988, Accomarca en 1985 (69 morts dont plus de 20 enfants), Cayara en 1988 où 29 paysans ont été exécutés en représailles à une attaque de la guérilla où un capitaine et trois soldats ont été tués etc. etc. Même Amnesty International (qui a d'ailleurs refusé de prendre position face à l'éventuelle exécution sommaire des dirigeants du PCP capturés) rapporte année après année le sinistre décompte de la terreur aveugle des forces armées. Ensuite, le chiffre donné sous la terminologie « civils » montre la même ambiguïté. Chacun sait bien que des milliers d'entre eux sont morts dans les mains des forces armées ou policières ou enrôlées dans les milices d'auto-défense encadrées par l'armée pour servir de chair à canon face à la guérilla.

Il est de notoriété publique au Pérou et dans le monde entier que le PCP ne pratique jamais le terrorisme aveugle cher aux forces armées. Comme le rapporte un défenseur des droits de l'homme à Ayacucho : "*Sentier enquête et décide qui tuer - ils peuvent être criminels de droit commun, violeurs ou informateurs de la police, mais il y a toujours une raison. Mais quand des professeurs ou des femmes disparaissent, alors, c'est l'armée*" (The Financial Times). Ses victimes sont aussi des officiels, représentants de l'Etat (maires, juges, flics...), espions, contre-révolutionnaires déclarés. Si les officiers sont fusillés, les soldats qui se sont rendus lors d'un combat sont même libérés. Les journalistes omettent soigneusement de dire que le plus souvent les personnes menacées sont **prévenues à l'avance**, soit de cesser leurs activités (répression, corruption...), soit de fuir. Cela a été le cas pour les coopérants ou religieux étrangers abattus. Que ceux-ci restent aveugles à l'état de **guerre civile** qui règne dans le pays est leur affaire, mais on ne doit pas cacher qu'ils ont **choisi** de rester après avoir été avertis. L'attentat à la voiture piégée de Miraflores le 16 juillet dernier qui a causé 18 morts a été largement utilisé par la presse et le gouvernement pour démontrer le contraire : "*Depuis deux mois, c'est la population civile qui subit les attentats à la voiture piégée*" (Rouge du 24/09/92). C'était effectivement une erreur, due à la fois à ce que la voiture a dévié de sa course par rapport à l'objectif initial (une banque) et ensuite à ce qu'elle a explosé trop tôt (informations données dans "*El Diario Internacional*"). La presse officielle (nationale et internationale), les ONG se sont empressées de parler de « génocide », elles qui sont restées silencieuses en mai dernier lors du massacre de la prison de Canto Grande... Personne pour rappeler l'attaque à la voiture piégée (500 kilos de dynamite) le 5 juin dernier contre le canal 2 de la télévision, où les guérilleros ont bloqué les rues, éloigné tous les passants avant l'explosion, évitant des dizaines de victimes. Le PCP n'a aucun intérêt à la teneur aveugle, dans la mesure où, évidemment, elle dresserait les masses contre lui, alors que c'est sa seule force face à l'appareil d'Etat et ses forces armées...

« Sentier Lumineux tue les paysans »

La Guerre Populaire a commencé à la campagne il y a douze ans et y a pris une ampleur sans précédent. De la frontière équatorienne (au Nord) à la frontière bolivienne (au Sud), dans les zones les plus reculées des Andes ou les flancs amazoniens des montagnes, la guérilla s'est implantée, sur un programme simple : « La terre à qui la travaille » ; des méthodes de luttes radicales : occupations et défense des terres par les armes ; et transformation de la société elle-même en construisant un Nouveau Pouvoir. L'implantation du PCP s'est faite à travers la mobilisation des paysans en associant un travail politique de longue haleine, l'affrontement et la destruction de l'ancien appareil d'Etat, et la formation de Comités Populaires chargés de commencer à mettre en place la nouvelle société.

D'abord clandestins, les progrès de la guerre ont permis que ces comités soient aujourd'hui (depuis deux ou trois ans et dans certaines zones) **ouverts**, c'est à dire publics. Ils sont formés de délégués élus par l'Assemblée Générale, et en charge de l'organisation complète de la vie économique, sociale, politique et militaire sur un secteur donné. De l'état civil à la justice, de l'organisation de la production au contrôle des prix et des échanges commerciaux, de l'éducation à l'autodéfense, toute la société est **repensée** et transformée, non plus suivant les règles du capitalisme ou de la grande propriété terrienne, mais de la satisfaction des intérêts des masses par leur participation directe. Et il ne s'agit nullement de fantasmes mais de réalités constatées y compris par les journalistes de la presse réactionnaire.

Aujourd'hui, ces transformations ont seulement lieu à la petite échelle permise par l'état de la guerre. Mais elles préfigurent le Nouvel Etat en formation.

Cette construction ne se fait pas facilement, mais dans le feu de la lutte de classes et de la Guerre Populaire. En particulier l'ancien Etat ne reste pas inactif. S'il est chassé de certains secteurs qui sont devenues de véritables zones libérées, il met tous les moyens en œuvre pour conserver les zones contestées. Parmi ces moyens il y a les milices rurales, les fameuses « rondas campesinas ».

Ce sont des milices organisées par la mobilisation **obligatoire** des paysans d'un secteur donné, sous autorité et encadrement des Forces Armées. Dans les zones les plus disputées à la guérilla, elles sont armées et utilisées pour la combattre. Comme au Vietnam, comme au Guatemala, elles servent véritablement de **chair à canon** pour les Forces Armées, complémentaires aux forces régulières.

Voilà l'origine de l'accusation « Sentier tue les paysans ». Une réalité, mais **une partie seulement** de cette réalité. Comme le dit un responsable politico-militaire du PCP dans la région d'Ayacucho lors d'une entrevue avec un journaliste : « Le Parti est en train de procéder à l'étude sélective de chacune de ces rondes. Ensuite nous passerons à l'étape de liquidation. Nous sommes déterminés à faire disparaître des groupes entiers de ces rondes. Vous comprenez, autour d'elles il y a des masses qui collaborent avec nous. Pour cette raison, nous ne pouvons pas tuer pour tuer » (Sí, 26/05/91).

Cet affrontement dans la paysannerie prend un tour particulier parce que toutes les forces de la gauche « officielle », acharnées à s'opposer à la Guerre Populaire et à défendre la société actuelle, se posent en meilleurs défenseurs de ces milices paysannes au nom de « l'organisation des masses » ! La seule question qu'on peut leur poser, c'est organisation **dans quel objectif ?** Et quel objectif peut-on atteindre sous l'autorité des Forces Armées?

« Dans les bidonvilles où existent les marmites populaires, le Sentier Lumineux ne parvient pas à s'implanter »

(Socialisme International - juin 90)

Voilà une déclaration bien rapide faite il y a deux ans. A l'époque, il était de bon ton de vanter l'action massive des ONG à Villa El Salvador, un des bidonvilles importants de la capitale, 350 000 personnes quand même. Quadrillé par l'armée et les militants réformistes, c'était la vitrine de l'aide internationale (d'ailleurs visité par le pape) et l'exemple à suivre pour empêcher le progrès du PCP.

Aujourd'hui, chacun s'accorde à reconnaître qu'il contrôle partiellement le bidonville. La liste qu'il soutenait a remporté les élections au Conseil des Petites Entreprises (personne n'a bien sûr noté que le PCP avait remporté des **élections**, et oui !). En Septembre, il a remis cela : « Des hommes de paille du Sentier ont été élus début Septembre au comité autogestionnaire du bidonville » (Le Monde du 15/09/1992). Passons sur « les hommes de paille »... Le fait est que le PCP, à deux reprises dans le même bidonville, a montré « démocratiquement » son influence croissante...

Mais il faut aller plus loin.

Plusieurs bidonvilles sont complètement passés sous son contrôle. C'est-à-dire que l'armée ne peut plus y rentrer, que l'appareil d'Etat a été détruit, et que par contre un Nouvel Etat est en train de se construire :

« Véritable camp retranché à l'abri des regards indiscrets – avec tour de contrôle et vérification des papiers d'identité à l'entrée – Maria Parado Bellido (un bidonville de Lima) se veut un modèle d'organisation et de discipline, de propreté et d'honnêteté. L'inverse du chaos alentour.

Sentier Lumineux a fait de la lutte contre la corruption son principal cheval de bataille »

(Témoignage Chrétien 26/09/1992)

« San Cosme. C'est une des collines de Lima. Selon la presse locale, elle sert de tour de contrôle pour Sendero. Dans les petites ruelles étroites et sombres de ce quartier, l'un des plus anciens bidonvilles de Lima, les drapeaux rouge vif du parti attirent d'autant plus le regard. Ils flottent partout devant les façades, au centre médical... Avec les camarades de Sendero, nous visitons les Cuisines Populaires, les réfectoires. Le responsable local du parti désire encore transmettre un message devant la caméra. Nous lui demandons si ce n'est pas dangereux. « C'est le progrès que nous avons réalisé » répond Léon. D'autres camarades acquiescent : ici, la police n'entre qu'en hélicoptère »

(Solidaire – journal belge)

« Comité Populaire Ouvert ?

Ils ont leur propre code de justice, leur régime économique, une organisation communale, des services, leurs « relations extérieures » avec les installations voisines, selon les mêmes dirigeants de Raucana (un autre bidonville) qui ont refusé de s'identifier.

L'assemblée générale est leur instance politique de gouvernement la plus élevée. Ils n'attendent rien de la municipalité d'Ate-Vitarte ni du gouvernement, parce « qu'ils ne nous ont jamais appuyé ». Ce sont une espèce de commissaires, délégués avec fonctions de gouvernement qui reprennent en mains les institutions du « vieil Etat ».

L'organisation se base sur les sept secteurs en lesquels est divisé ce territoire. Chacun avec son autorité propre.

Son économie collectiviste s'appuie sur une ferme communale un jardin potager communal et une cantine populaire auxquels il faut rajouter l'économie des familles (petits jardins par exemple) et leurs revenus d'autres centres de travail extérieurs.

Dans le jardin ils sèment de la patate douce, des pommes de terre, des légumes secs et verts. Il est à côté, près de la colline de la Vierge de Fatima, en direction de Chosica.

Pour la ferme, chacun collabore avec les animaux élevés à la maison ou avec de l'argent. Et il y a un travail en groupe, sept ou huit personnes par jour.

Pour ce qui est de l'alimentation, marmites et cantines populaires fonctionnent, en tendant à l'égalitarisme. L'apport quotidien est de 200 intis par famille, qu'elles aient ou non des enfants. Des fois cela suffit pour le déjeuner et le dîner, des fois non.

La justice raucana est la loi de l'installation. Ici, le Pouvoir Judiciaire n'existe pas. Ils ont leurs propres prisons et leurs procédures : selon la gravité du délit, c'est le jugement populaire du secteur, ou celui de l'assemblée générale qui le juge. »

(Sí - Revue péruvienne - 11/08/91)

Comment après cela prétendre (comme de nombreux journalistes) qu'on ne connaît pas le programme du PCP, alors que non seulement il est diffusé dans ses textes plus théoriques, mais qu'il est minutieusement décrit dans la presse réactionnaire ou progressiste ?

On ne connaît pas son programme « national » ? Et bien, on en connaît quelques aspects : rupture avec l'impérialisme, annulation de la dette, autosuffisance alimentaire, et surtout et avant tout pouvoir des masses dans les Comités Populaires Ouverts qui commencent déjà à se multiplier, le tout sous le contrôle du peuple en armes. Il est pour l'instant prématuré d'envisager la prise du pouvoir d'Etat ce qui explique le manque de précision de ce programme. Mais c'est l'originalité de l'idéologie portée par le PCP : ce sont les masses qui font l'histoire, vers l'abolition de l'exploitation et le communisme.

C'est certainement très « fumeux » pour Marcel Niedergang, ça semble en tous les cas assez attractif pour que les masses au Pérou en fassent de plus en plus largement l'expérience.

« Terrorisme sentiériste et terrorisme d'Etat »

(Rouge 24/09/92)

Le fin du fin des démocrates et de la gauche, c'est de se démarquer en renvoyant dos à dos les deux formes de terrorisme.

« Le Sentier Lumineux participe aussi à la répression. Pas avec la même ampleur que le gouvernement, évidemment, mais quand même » (Hugo Blanco, dans Rouge du 30/01/92). Le peuple pris entre deux feux c'est aussi l'image avancée par Amnesty International dans son rapport sur le Pérou.

C'est faux.

L'élection de Fujimori, le regroupement forcé des populations dans des villages stratégiques, la fourniture d'armes et l'encadrement par l'armée de « groupes d'autodéfense » (techniques chère aux puissances coloniales : USA au Vietnam ou au Guatemala, France en Algérie) ont été soutenus par la gauche péruvienne. Le nouveau maire de Villa El Salvador, Yoni Rodriguez de la Gauche Unie, se plaint que l'armée ne fait pas son boulot de renseignement et se déclare prêt à toute coopération avec les Forces Armées, leur reprochant de ne pas vouloir s'y prêter (La República, 26/07/92). Le maire de Comas, Humberto Paredes Vargas du PUM (lui aussi de la Gauche Unie), organise des milices urbaines et affirme que toutes les informations recueillies sont transmises aux forces

de sécurité (Caretas, 30/07/92). Henry Pease, ex-candidat de la Gauche Unie aux présidentielles déclare « *qu'aujourd'hui, pour une quelconque transition démocratique, il est plus important de dialoguer avec les militaires qu'avec Fujimori* ». (La República 12/08/92).

Il y a certes des divergences entre la gauche et les autres forces politiques : la droite comme l'armée ne répugnent pas à imposer violemment leurs choix et à écarter brutalement ceux qui s'y opposent. Mais face au PCP, la gauche fait front avec la droite et pousse à la répression... au nom de la démocratie.

Il y a bien sûr des paysans et des pauvres des bidonvilles dans ces milices d'autodéfense paysannes ou urbaines. Le PCP dénonce les tentatives d'organisation d'affrontements « masse contre masse ». Mais si l'armée parvient à les provoquer, c'est grâce à la participation de la gauche. Quelle guerre n'a pas eu ses collabos (comme en France en 39/45), ses harkis (comme pendant la Guerre d'Algérie) et aussi ses populations qui se trompent de camp ?

« Chaque jour un responsable d'une organisation populaire est assassiné dans les quartiers populaires de Lima pour intimider les habitants »

(Le Monde 15/09/92)

Une nouvelle fois la conclusion s'impose d'elle-même : le PCP s'attaque au « peuple » (dont le Monde n'a d'ailleurs pas grand'chose à faire en temps ordinaire).

Il est exact que le PCP a exécuté un certain nombre de dirigeants d'organisations, comme Maria Elena Moyano ex-maire du bidonville Villa El Salvador, dont l'exécution a provoqué un tollé dans la presse internationale.

Le tout est de savoir ce qu'on entend par « populaire ». Ces dirigeants ne sont pas des victimes innocentes. Ils ont choisi leur camp, explicitement (ce sont des militants politiques et pas seulement « populaires »), celui de combattre la Guerre Populaire au sein même du peuple. La veille de son exécution, M.E.Moyano défilait à la tête d'une manifestation contre une grève armée déclenchée par le PCP. Ils participent à l'organisation des milices. Très liés aux organisations non-gouvernementales européennes, ils proclament leur opposition à la violence des opprimés mais approuvent la répression contre la Guerre Populaire et concourent au maintien de la société actuelle.

Il est tout à fait démagogique de dénoncer l'exécution d'un dirigeant « populaire » sans expliciter son rôle précis. Essayons quelques parallèles ici en France : les dirigeants syndicaux des matons sont-ils des dirigeants « populaires » ? Les syndicalistes archi-racistes du Front National, du RPR mais aussi du PC sont-ils des dirigeants « populaires » ? Ceux ultra-réformistes de FO ou de la CFDT qui collaborent ouvertement avec les patrons sont-ils « populaires » ? Ne connaissons-nous pas tous tel ou tel dirigeant « populaire » dont nous sommes certains de nous retrouver face à lui en cas de fortes tensions sociales ?

Cessons la mascarade. Il y a une guerre civile au Pérou. A chacun de choisir son camp, et aujourd'hui, personne ne peut prétendre qu'il le fait inconsciemment. Même Rouge (qui ne fait pourtant pas dans la dentelle face au PCP) le reconnaît : « *La gauche affaiblie, désunie et discréditée n'a jamais su présenter d'alternative crédible* » (24/09/92).

Une fois que chacun est mis à sa place dans son camp, par rapport à la lutte du peuple, on peut discuter des méthodes d'action et mieux les comprendre. Il est vrai que l'exécution de tel ou tel dirigeant ne doit pas remplacer la lutte politique : les masses « trompées » ne changent pas de point de vue parce qu'un de leurs dirigeants est abattu...

Les transformations en cours se font au travers de la lutte armée. L'exécution de dirigeants fait partie de cette lutte : c'est une guerre qui ne se mène pas seulement en uniforme et se réclamer du peuple n'a jamais fait de quelqu'un un progressiste authentique. Quant à savoir si les masses comprennent et approuvent, on ne peut en juger qu'au résultat, au progrès de l'audience et de l'implantation du PCP : il est indéniable.

« La capitale péruvienne - tous quartiers confondus - a poussé un immense soupir de soulagement avant d'entamer en chœur l'hymne national »

(Témoignage Chrétien du 26/09/92)

Le Diable enfin réduit à néant par l'Archange Saint-Michel, on écrase discrètement une larme de joie dans la liesse générale. Quelle description émouvante de l'arrestation du Président Gonzalo et de ses camarades ! Qui laisse place à deux idées fortes : 1) le PCP n'a aucun soutien 2) Il y a consensus national derrière le régime.

Domage pour le (faux) Témoignage Chrétien qui prend ses désirs pour des réalités ! Le consensus national n'existe évidemment pas, soyons un peu sérieux. S'y référer montre en tous les cas les limites de l'humanisme

chrétien : car prôner le consensus national, avec l'armée donc, aujourd'hui c'est vraiment choisir son camp.

Comment expliquer la progression du PCP depuis douze ans, alors même qu'il a payé un lourd tribut de morts et d'emprisonnés ? Comment expliquer les zones libérées et les Comités Populaires Ouverts dans les campagnes ? Comment expliquer son influence croissante dans la classe ouvrière et les bidonvilles de Lima, reconnue par tous, y compris les ONG qui y travaillent ? « *Dans plusieurs régions, l'Etat a perdu le contrôle des activités normales revenant à une administration civile, et pas seulement dans les zones montagneuses ou forestières. Sentier Lumineux est de plus en plus présent dans l'agglomération de Lima. Et le désespoir social est tel que ce mouvement, en dépit de sa stratégie d'assassinats politiques, trouve des appuis importants dans le syndicalisme et des organisations de base* » (Le Monde Diplomatique) Ou encore : « *Sa croissance n'a pas été rapide, mais elle a été continue. Sendero jouit à présent d'une sérieuse base de soutien dans les campagnes et a commencé à recruter activement parmi les forces laborieuses urbaines et la masse des chômeurs, de plus en plus nombreux* ». (Gordon Mac Cormick, rapport au département d'Etat US, mars 90)

La réponse (donnée par toutes les âmes charitables et bien pensantes, jusqu'à Rouge et Lutte Ouvrière) apparaît simple : le PCP s'impose par la terreur, en profitant de la catastrophe économique provoquée par la droite et du discrédit des partis de gauche. Nous nous permettons de faire une remarque sur cette analyse : le Pérou aurait ainsi l'honneur d'être le premier pays à connaître la droite et la gauche les plus bêtes du monde...

Trop simple. La vérité c'est que le Pérou est au bord de la catastrophe économique et sociale et que toutes les recettes politiques bourgeoises ont fait faillite. Il ne faudrait pas oublier les 500 ans d'exploitation, de massacres et de pillage, de soulèvements aussi, toutes les tentatives légales, démocratiques qui ont échoué pour que le peuple recouvre ses droits. Toutes les expériences de dictature, de démocratie ont été faites. Toutes les expériences de soulèvements, de guérilla ont déjà été faites, les divers types de partis de droite, de gauche, populiste, réformiste ont été jugés. Toutes ces expériences sont dans la mémoire paysanne et ouvrière, indienne et populaire.

C'est ce bilan qu'a fait le PCP, pour proposer une orientation alternative. Si aujourd'hui il a un réel soutien, d'ailleurs croissant comme l'a reconnu toute la presse péruvienne lors de la dernière grève armée des 22 et 23 Juillet à Lima, c'est qu'il propose un autre projet.

Il y a deux camps au Pérou et ces camps sont en guerre. Ce sont les progrès du PCP qui forcent les uns et les autres à se situer et font apparaître la véritable nature de chaque courant politique. Avec cette évolution, le double jeu de la gauche est de plus en plus démasqué. Ici par contre (en France), ceux qui la soutiennent ont plus de facilité pour jouer sur les sentiments humanitaires et démocratiques, en raison des idées dominantes, de la méconnaissance de ce qu'est la situation réelle dans un pays du Tiers Monde et au Pérou en particulier, et de l'absence d'informations. Même la télévision et la presse officielles péruviennes sont obligées d'en dire plus. Ils relatent les progrès de l'implantation du PCP, l'extension des zones libérées, ils ont montré les habitants des bidonvilles de la Raucana organisés par le PCP et affrontant les flics.

« Les rebelles financent leur guerre avec le trafic de drogue »

Accusation préférée de Fujimori, pour justifier la guerre sans merci contre le PCP. Très à la mode il y a quelques années, cette accusation a pris un peu de plomb dans l'aile face à la réalité. Ce qui n'empêche pas les allusions pernicieuses : « *Dans une prétendue lutte contre le développement de la drogue, le PCP a eu l'occasion de puiser des hommes, des armes et des moyens financiers considérables* » (Lutte Ouvrière - 18/09/92)

Il est déjà sûr que « *les profits du trafic de la cocaïne, qui ont représenté plus d'un milliard de dollars en 1991, sont des ressources clés pour le pays. Une fraction de l'armée et de la police, bénéficiant de complicités au plus haut niveau, est elle-même investie dans le trafic, dont les profits canalisés par l'Etat, pourraient permettre au Pérou d'être moins dépendant de l'aide économique internationale* » (A.Labrousse, dans l'Etat du Monde 1993)

Le gouvernement péruvien est mouillé jusqu'au cou dans la drogue. Fujimori vient juste d'annoncer qu'il voulait faire extraditer l'ex-président Garcia pour le juger pour corruption et blanchiment de l'argent de la drogue. Mais le général Arciniega, qui dirigeait auparavant l'Armée dans les zones où pousse la coca dans la forêt, vient lui-même d'être accusé devant le Congrès US d'être un baron de la drogue. Mais le "Miami Herald" vient de dénoncer Vladimiro Montesinos, conseiller proche de Fujimori, ex-capitaine de la Marine, homme de liaison entre la CIA et les Services Secrets péruviens pour ses liens avec le cartel de Medellin.

S'il était vrai que le PCP reçoit de grosses sommes d'argent de quelque part, où sont-elles ? Pourquoi ne les dépense-t-il pas ? Pourquoi s'appuie-t-il sur les armes prises à l'Armée, des mortiers artisanaux etc. et de

l'armement léger bon marché. Un journaliste a commenté ironiquement qu'il devait stocker son argent sur des comptes en banque en Suisse, parce qu'il n'y avait aucun élément permettant de voir de grosses dépenses du PCP au Pérou. Même un journaliste comme Simon Strong, fervent anti-communiste et auteur d'un livre sur le Sentier Lumineux, est sans ambiguïtés : « *Le gouvernement et la police-tirent profit, à toutes les phases, de la protection du trafic de la drogue contrôlé par les cartels colombiens. Pour l'usage des terrains d'aviation, par où transite la pâte de coca exportée de Colombie, les trafiquants payent des sommes faramineuses. Alors que les preuves établissant les liens des services de renseignements et des autorités péruviennes avec les trafiquants de cocaïne existent, il n'y a guère d'éléments qui prouvent de tels liens entre le Sentier Lumineux et la drogue* » (New York Times, 17/02/92).

Le PCP a une politique très claire sur la drogue : il est absolument opposé à sa production et à son usage. Là où la révolution réussit à gagner le pouvoir politique, l'usage des drogues n'est pas autorisé, et les paysans écrasés par la mafia sont libérés de ses griffes. En clair, là où la mafia a été physiquement éliminée, le PCP se pose en protecteur des paysans face à ces barons. Dans la mesure où il n'a pas encore le pouvoir d'Etat et ne peut reconvertir la production dans son ensemble (interdire la culture de la coca revient à réduire les paysans à la misère, c'est la politique des USA), il n'interdit pas la culture et contrôle le commerce avec les trafiquants, y compris en imposant des cours élevés. Mais le magazine péruvien Sí a rapporté que le PCP a commencé ce que le gouvernement n'a jamais réussi à faire : aider les paysans de ces zones à remplacer graduellement la culture de la coca par des cultures vivrières.

En conclusion : qui finance sa guerre par le trafic de drogue ?

« Les USA vont armer le Pérou pour combattre les gauchistes face à une nouvelle poussée de la drogue »

(New York Times, 22/04/90)

Depuis trois ou quatre ans l'intervention US se fait de plus en plus importante. Non pas sous la forme massive de la guerre du Vietnam, ou de l'invasion du Panama, mais sous la forme des « conflits de basse intensité » élaborés dans les académies de la CIA et du Département d'Etat à la fin des années 80.

Cette intervention se fait pour l'essentiel avec des moyens non- militaires, par l'intermédiaire d'experts dans tous les domaines : experts militaires, comme les Bérets Verts, chargés d'encadrer les troupes d'élite péruvienne, regroupés par exemple dans une base (Santa Lucia) du Alto Huallaga ; experts en renseignement chargés de la surveillance et de l'infiltration de la guérilla ; experts en contre-insurrection chargés d'organiser les milices rurales ou urbaines, du regroupement des populations dans les villages stratégiques ; experts en guerre psychologique chargés d'intoxiquer la presse et de répandre de fausses nouvelles : ce sont eux qui font distribuer de faux tracts du PCP les veilles de grèves armées ou d'initiatives importantes, qui font courir les rumeurs sur les pseudo divisions du PCP (évidemment jamais vérifiées par la suite), les pseudo ralliements d'anciens militants, les pseudo arrestations des dirigeants « importants » etc... Ils vont même plus loin, c'est à dire organiser des actions dirigées contre les masses, mais **au nom du PCP** par exemple en faisant sauter les centres d'approvisionnement dans deux bidonvilles, Villa El Salvador et Augustino. A l'heure de la communication, ils ne jouent plus la carte du silence ou de l'affrontement ouvert, mais celle du mensonge soigneusement calculé pour semer le maximum de confusion, à l'image de CNN et de la Guerre du Golfe.

Cette intervention limitée est donc peu visible publiquement, mais elle est soigneusement étudiée et se double d'un discours humanitaire, démocratique et moral pour emballer le tout. On a ainsi vu G.Bush, « déçu » (sic !), se permettre de téléphoner à Fujimori pour lui demander le retour rapide à « *l'ordre constitutionnel et à la démocratie* » après son coup d'Etat du 5 avril. Par ailleurs, la drogue n'est que le prétexte de l'intervention US, dirigée en fait contre la guérilla du PCP. Comme le dit explicitement le même journaliste Simon Strong, les accusations autour de la drogue visent à ce que l'intervention US puisse être « *justifiée non seulement sous le drapeau traditionnel de la défense de la démocratie, mais aussi sur des fondements "moralement supérieurs" de combat contre la cocaïne* ». Enfin, cette stratégie se double de l'intervention (consciente ou non) des organisations humanitaires (ONG) chargées de mettre de « l'huile dans les engrenages » en faisant supporter au peuple sa misère quand elle devient insupportable.

Cette stratégie « de basse intensité » est parfaitement adaptée à une guérilla « de basse intensité ». Lorsque celle-ci prend de l'ampleur, arrive à lancer des offensives regroupant des centaines de combattants, contrôle des zones libérées, lorsque l'Etat apparaît de plus en plus incapable de contrôler la situation, l'intervention US plus massive devient inéluctable. C'est l'hypothèse déjà envisagée par le PCP : une intervention directe et ouverte de

5000 à 10 000 soldats US, sous couverts de traités de coopération militaire déjà signés pour affronter la guérilla. Ce qui aurait paradoxalement pour effet de renforcer la Guerre Populaire en faisant apparaître aux yeux de tous sa dimension anti-impérialiste, ce qui lui permettra de rallier des secteurs encore plus importants de la population. On le voit, l'impérialisme et le gouvernement péruvien ne sont pas au bout de leurs peines...

« Sentier lumineux est une secte, avec sa bible, ses rites (Rouge du 24/09/92), son gourou et ses disciples (Libération du 07/05/91) »

L'attaque n'est pas indifférente. Chacun connaît la prolifération des sectes ces dernières années dans nos pays et les procès retentissants sous les accusations de « lavage de cerveau » et autres. Même le nom dont la presse bourgeoise affuble le PCP (« Sentier Lumineux ») relève de cette déformation.

Le PCP n'est pas une secte, c'est un parti politique. Il a un programme, de multiples documents disponibles dans plusieurs langues. On peut juger son programme « fumeux » (Le Monde), c'est une autre affaire, mais il existe. C'est d'ailleurs le même plumitif qui écrivait il y a presque six ans :

« Mais Gonzalo - ou ses lieutenants - ont en tous les cas maintenant la tête politique. Leur dernier document¹ en est la preuve évidente. Presque plus de langue de bois En revanche une analyse serrée, documentée, bourrée de citations, de statistiques d'un an de gouvernement aprise. Un texte sérieux, discutable certes, mais qui mérite réflexion. »

(Marcel Niedergang - Le Monde - 3 janvier 1987)

Ce que recouvre cette accusation de « secte », c'est d'une part la peur devant la radicalité et le refus de tout compromis avec la société bourgeoise avancés par le PCP. C'est un parti **révolutionnaire** et qui prend le mot au sérieux : faire la révolution, ça commence par **détruire** la société ancienne. Ça, ce n'est pas le PCP qui l'a inventé, ni même le marxisme ou le communisme, c'est l'expérience du mouvement ouvrier et populaire depuis des siècles. Dont la révolution de 1789 en France.

C'est ensuite la clandestinité et le caractère secret du PCP, qui ne sont que les conséquences logiques de son caractère réellement révolutionnaire et du contexte de la lutte.

C'est enfin l'impossibilité de **comprendre son succès**. Tellement piégés par la supériorité incontestable de la « démocratie libérale », la « mort du communisme » et autres fariboles, ils sont incapables de comprendre la révolte des opprimés après des siècles de souffrances. Quand on est incapable de comprendre, on verse dans l'irrationnel et alors la « secte » est la bienvenue.

Traiter le PCP de « secte » avec gourou et disciples a d'autres avantages. Cela escamote le débat politique interne, pourtant incontestable. Voici ce qu'en dit un « sendérologue » :

« La clandestinité de l'état-major est absolue. Guzman est le maître incontesté, bien que les luttes de pouvoir internes soient très dures. Ils ont des gens infiltrés dans l'armée, la police, les services secrets. Ils sont en pleine discussion pour savoir si la victoire finale se concrétisera par une insurrection des campagnes, dans la tradition maoïste, ou par un soulèvement de la ville »

(Gustavo Gorriti - Libération - 7 Mai 1991)

Passons sur les interprétations « sauvages » de ce distingué personnage. L'essentiel est la place qu'il reconnaît à la discussion. D'ailleurs, un rapport (de mars 90) au Département d'Etat des Etats-Unis, rédigé par un certain Gordon Mac Cormick est encore plus explicite :

« Du peu que nous savons du fonctionnement interne de l'organisation, la position de dirigeant de Guzman et le caractère centraliste de la prise de décision du Sentier, n'a pas signifié l'élimination du rôle que joue le débat interne. Guzman lui-même a impulsé il y a déjà longtemps la discussion dialectique, ce qu'on appelle "la lutte entre les deux lignes", comme moyen pour évaluer les options.

Le Sentier a mûri comme organisation. Il a commencé à montrer une capacité d'adaptation et un niveau de souplesse tactique comme ce n'était pas le cas durant de nombreuses années.

Il nous paraît improbable que le Sentier ait été capable d'évoluer de cette façon s'il n'existait pas un processus de prise de décision qui impulserait (ou qui pour le moins permettrait) le débat interne.

Sentier Lumineux, comme organisation, a pu en apparence maintenir sa propre personnalité sans pour cela supprimer la souplesse mentale nécessaire pour la survie en tant qu'institution ».

¹ "Desarrollar la guerra popular, sirviendo a la revolución mundial" - 1986

Pour conclure, citons la gauche « officielle » péruvienne :

« Sentier Lumineux est un parti politique et peut-être le parti politique qui en ce moment a la capacité d'action la plus importante, avec des gens organisés sur son point de vue. Quel parti politique peut coordonner 100 000 personnes sur des actions de type déterminé ? Aucun parti, ni l'Apra, ni l'Action Populaire, ni le PPC. Alors, c'est un parti politique, et si l'on croit qu'en détenant tel ou tel dirigeant celui-ci disparaît, c'est une erreur »

(Carlos Tapia - Oíga - 20 juillet 92)

« Sentier Lumineux n'est pas d'abord une organisation militaire. Au contraire, c'est un des partis politiques les plus importants qui ait existé dans le pays »

(Santiago Pedramismo - Des armes pour la paix)

Le PCP est un parti politique qui a réussi d'ailleurs un relatif tour de force : totalement clandestin, menant la lutte armée à l'échelle de tout le pays, il réussit en douze ans à passer de l'échelle groupusculaire au principal parti politique du pays, à se renforcer, former des cadres, tenir des congrès et développer un débat démocratique interne reconnu par ses ennemis eux-mêmes. Quel parti politique, quelle organisation révolutionnaire peut présenter un tel bilan ? Pourquoi alors s'obstiner à parler de secte ?

Ce mot veut faire peur, mais il exprime surtout la peur de la bourgeoisie devant le communisme vivant. Elle voudrait qu'il soit réduit à une secte figée, coupée des réalités et des masses. Et elle a en face d'elle un mouvement communiste actif, en expansion, soutenu par un peuple, sachant réfléchir et s'adapter, autant dire pour elle un danger de mort. D'où la haine qu'elle déverse.

« Gonzalo arrêté, c'est la fin du Sentier Lumineux »

Le Président Gonzalo et plusieurs autres dirigeants du PCP ont été arrêtés le 12 septembre 92 et ont été condamnés à la prison à perpétuité après un procès expéditif. C'est à l'évidence un coup dur pour le PCP, dans la mesure où c'est maintenant une partie de la direction qui est sous les verrous et où le Président Gonzalo est un dirigeant important. Depuis trente ans il a contribué d'abord à reconstituer le PCP, lui redonner un programme, définir ses plans de travail, et ensuite dirigé depuis douze ans la Guerre Populaire avec en perspective la prise du pouvoir.

Mais contrairement aux délires de la presse qui parlent de « gourou » et disciples, le PCP est un parti communiste, collectif, avec une direction collective, qui s'est trempé dans la Guerre Populaire et s'était préparé à cette perspective.

Un document de février 1991 le notait explicitement :

« Le communisme nous apprend à être préparés, y compris pour les défaites ; le Président Mao nous dit que celui qui ne connaît pas les victoires et les défaites ne connaît rien de la guerre, et il a dit aussi que c'est après deux défaites et deux victoires qu'ils ont compris les lois de la révolution chinoise. Nous autres n'avons pas encore vécu de grande défaite (...)

La réaction vise à détruire la direction, à détruire le Parti pour étouffer et écraser la révolution, en plus de couper le Parti des masses ; liquider le Parti, c'est ajourner une révolution ; non pas supprimer la révolution, car tant qu'il y a des communistes et des masses, on ne pourra pas en venir à bout. (...) N'importe lequel d'entre nous peut manquer, mais le Parti continuera et nos vies immolées animeront ceux qui restent et le chemin se poursuivra jusqu'à ce que le Communisme s'impose sur la terre. C'est notre conviction ».

(Discours de Gonzalo à la Deuxième réunion Plénière du Comité Central, février 91)

Ainsi, il y a eu un intense travail (dirigé par le Président Gonzalo lui-même) de formation et de préparation de chacun des cadres du PCP, qu'ils soient intermédiaires ou supérieurs, pour que, sur la base de la ligne politique du Parti, du programme et des trois stratégies (politique, militaire, et de construction) ils maintiennent l'intégrité du Parti et poursuivent la lutte.

L'arrestation d'une partie de la direction et du Président Gonzalo lui-même est un coup dur. Mais elle va être l'occasion de démentir tous ceux qui s'en réjouissent pour imaginer une disparition de la Guerre Populaire...

Un spectre hante l'Europe

Les journalistes de tous poils n'ont pu se retenir plus longtemps lors de l'arrestation du Président Gonzalo et de ses camarades. Ils ont vomi leur haine, comme si elle avait été contenue depuis des années, comme s'ils espéraient ainsi en avoir fini avec la révolution. Le meilleur exemple est celui de Marcel Niedergang (grand reporter au Monde, quand même !) qui s'est signalé par l'article répugnant ci-dessous, que même le Figaro n'aurait pas osé publier. En quelques lignes, il réussit à accumuler un nombre invraisemblable de clichés, sans être gêné d'ailleurs de contredire ce que lui-même avait pu écrire auparavant.



Rappelons une chanson de Eugène Pottier, écrite en 1886 aux survivants de la Commune de Paris :

« Les journalistes policiers,
Marchands de calomnies,
Ont répandu sur nos charniers
Leurs flots d'ignominie
Les Maxim'Ducamp, les Dumas,
Ont vomi leur eau forte.
Tout ça n'empêch'pas, Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte ! »

Ces plumitifs ne sont pas si virulents lorsqu'ils parlent des dictateurs, massacreurs et exploiters toutes catégories. Ils vomissent leur bile parce qu'ils ont peur de la révolution, de la révolte des masses.

Les exploités, les peuples opprimés valent toutes les larmes tant qu'ils ne se révoltent pas sérieusement. On a (comme pour les Kurdes) alors toutes les organisations humanitaires nécessaires prêtes à aller panser leurs plaies sans surtout toucher aux causes de ces malheurs. Mais que ces peuples prennent les armes et c'est le tollé. Halte là ! Démocratie, droits de l'homme, pacifisme sont appelés à la rescousse pour justifier le maintien de l'exploitation en l'état.

« On a raison de se révolter », c'est notre seule réponse. C'est la première raison pour laquelle nous soutenons la Guerre Populaire, il n'y a pas d'autre chemin pour la libération des exploités du monde entier.

Le communisme n'est pas mort, n'a pas fait faillite, même s'il a subi des revers sérieux. Le bilan reste à faire, et c'est ce chemin qu'a entamé le Parti Communiste du Pérou. C'est pour cela que nous le soutenons, en refusant le scepticisme très à la mode qui refuse de se mouiller au nom des erreurs ou échecs passés.

Nous le soutenons, parce que toute son orientation, que nous suivons de manière détaillée depuis huit ans, montre que le chemin qu'il a pris va dans le bon sens, en s'appuyant sur les apports les plus avancés de l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire du monde entier, de la Commune de Paris à la révolution chinoise de

Mao Tsé Toung en passant par la Révolution d'Octobre. Notre soutien n'est pas aveugle et nous avons des critiques (explicitées dans notre brochure « Dix ans de Guerre Populaire au Pérou »). Mais nous avons choisi notre camp, sans arrière-pensée. Celui du vrai communisme qui renaîtra de ses cendres quand il aura fait le bilan de ses succès et de ses échecs. Celui du Parti Communiste du Pérou.

Quel soutien ?

Nous appelons tous ceux qui refusent le nouvel ordre mondial qu'on prétend nous imposer, tous ceux qui se veulent réellement anti-impérialistes (US en particulier) à être aux côtés d'un peuple en lutte pour sa libération. Face au mensonge organisé, à la censure pernicieuse des médias, la première action est **la contre-information**. Nous proposons deux modes d'actions :

- se faire les diffuseurs de cette plaquette auprès des gens que vous connaissez. Commandez en le nombre nécessaire à notre boîte postale
- organiser des réunions (même à domicile) autour de la projection de la cassette vidéo « *Les gens du Sentier Lumineux* », émission de la chaîne anglaise Channel Four. Cette cassette est également disponible en prêt (en version française) à notre boîte postale. Eventuellement, nous pouvons également déplacer une personne informée pour compléter les informations de cette cassette ou de cette plaquette.

Ensuite, il faut organiser **le soutien financier** pour la campagne internationale déjà entamée autour de l'arrestation du Président Gonzalo (envoi d'avocats, publications de bulletin etc.). Ce soutien peut se faire par une participation directe, ou par la diffusion de cette plaquette, dont le produit sera transmis au Comité d'Urgence de Londres qui organise ce travail.

